



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ATOUT
FRANCE

L'Agence de développement
touristique de la France

Annexes au Rapport d'activité 2024



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2024



Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055

ATOUT FRANCE GIE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

ATOUT FRANCE GIE

200-216 rue Raymond Losserand / Immeuble Jour - 75014 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

ATOUT FRANCE GIE

200-216 rue Raymond Losserand / Immeuble Jour - 75014 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres du GIE ATOUT FRANCE GIE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les membres, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du GIE ATOUT FRANCE GIE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du GIE à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion des organes d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du GIE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le GIE ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par les organes d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre GIE.

ATOUT FRANCE GIE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du GIE à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 15 mai 2025

KPMG SA

**Erik
Boulois**

Signature
numérique de
Erik Boulois
Date : 2025.05.15
17:02:15 +02'00'

Erik Boulois

Associé

ATOUT FRANCE GIE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

BILAN DE L'EXERCICE 2024 | En Euros

| GIE ATOUT France | | Bilan en euros | | | | Exercice 2024 | |
|---|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|---|-------------------|-------------------|
| Actif | Brut | Amort. ou Prov. | Net 2024 | Net 2023 | Passif | Net 2024 | Net 2023 |
| ACTIF IMMOBILISÉ | | | | | CAPITAUX PROPRES | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 5 522 885 | 3 580 666 | 1 942 219 | 388 140 | RÉSERVES | 5 952 296 | 5 952 296 |
| . Logiciels, marques et droits assimilés | 5 522 885 | 3 580 666 | 1 942 219 | 388 140 | REPORT A NOUVEAU | 6 022 304 | 5 975 658 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 2 347 280 | 1 973 993 | 373 287 | 488 494 | RÉSULTAT | 141 443 | 46 646 |
| . Installations générales et agencements | 517 602 | 338 982 | 178 621 | 257 623 | SUBVENTION D'INVESTISSEMENT | 1 365 581 | 125 904 |
| . Matériel de transport | 66 699 | 66 699 | - | - | | | |
| . Matériel de bureau et informatique | 1 384 021 | 1 235 821 | 148 200 | 149 218 | | | |
| . Mobilier de bureau | 377 586 | 332 491 | 45 095 | 80 282 | | | |
| . Autres immobilisations corporelles | 1 372 | - | 1 372 | 1 372 | | | |
| IMMOBILISATIONS EN COURS | 14 150 | - | 14 150 | 999 112 | TOTAL CAPITAUX PROPRES | 13 481 624 | 12 100 503 |
| . Immobilisations en cours | 14 150 | - | 14 150 | 999 112 | PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 1 182 793 | - | 1 182 793 | 1 102 534 | . Provisions pour risques | 2 965 827 | 3 342 318 |
| . Titres de participations | 1 | - | 1 | 1 | . Provisions pour charges | 721 859 | 884 624 |
| . Prêts | - | - | - | - | TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | 3 687 685 | 4 226 942 |
| . Dépôts et cautionnements versés | 1 182 792 | - | 1 182 792 | 1 102 534 | DETTES AUPRES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT | 5 091 | 5 697 |
| | | | | | EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS | 2 454 | 2 454 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ | 9 067 108 | 5 554 659 | 3 512 449 | 2 978 280 | AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR OPÉRATIONS | 855 192 | 423 891 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | | DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS | 9 315 880 | 10 531 162 |
| STOCKS | 11 303 | 11 303 | - | 6 250 | DETTES FISCALES ET SOCIALES | 5 648 729 | 6 401 124 |
| AVANCES & ACOMPTES VERSÉS SUR OPERATIONS | 162 321 | - | 162 321 | 91 809 | AUTRES DETTES | 8 888 499 | 584 445 |
| CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS | 7 126 225 | 266 869 | 6 859 357 | 7 593 137 | PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE | 7 662 922 | 18 813 691 |
| AUTRES CRÉANCES | 4 941 652 | - | 4 941 652 | 9 157 079 | | | |
| DISPONIBILITÉS | | | | | TOTAL DETTES | 32 378 767 | 36 762 464 |
| . Valeurs mobilières de placement | - | - | - | - | . Augmentation des créances | 18 314 | 16 108 |
| . Disponibilités | 30 771 521 | - | 30 771 521 | 30 283 761 | . Diminution des dettes | 13 098 | 175 474 |
| CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE | 3 305 499 | - | 3 305 499 | 3 082 889 | ÉCART DE CONVERSION PASSIF | 31 412 | 191 582 |
| | | | | | | | |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 46 318 521 | 278 171 | 46 040 350 | 50 214 925 | TOTAL PASSIF | 49 579 489 | 53 281 492 |
| . Diminution des créances | 14 889 | | 14 889 | 38 996 | | | |
| . Augmentation des dettes | 11 802 | | 11 802 | 49 290 | | | |
| ÉCART DE CONVERSION ACTIF | 26 690 | - | 26 690 | 88 286 | | | |
| | | | | | | | |
| TOTAL ACTIF | 55 412 319 | 5 832 830 | 49 579 489 | 53 281 492 | | | |

0,00

COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2024 | En Euros

| GIE ATOUT France | Compte de résultat - en euros | | Exercice 2024 | |
|--|-------------------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| Rubriques | 2024 | 2023 | Variation en € | Variation en % |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | | |
| . Cotisations des adhérents | 2 129 193 | 1 991 646 | 137 547 | 6,9% |
| . Prestations de services | 26 400 334 | 27 189 030 | -788 695 | -2,9% |
| S/total A - Montant net du chiffre d'affaires | 28 529 527 | 29 180 676 | -651 148 | -2,2% |
| . Production stockée | -35 329 | -10 470 | -24 859 | 237,4% |
| . Production immobilisée | 0 | 0 | 0 | |
| . Subvention du Ministère de tutelle (SCSP) | 27 476 805 | 29 022 490 | -1 545 685 | -5,3% |
| . Subventions spécifiques du Ministère de tutelle | 7 529 871 | 8 589 232 | -1 059 361 | -12,3% |
| . Subventions spécifiques MOM | 0 | 0 | 0 | |
| . Autres subventions | 1 308 562 | 514 303 | 794 259 | 154,4% |
| . Reprise sur provisions & amortissements | 1 370 968 | 1 931 224 | -560 256 | -29,0% |
| . Transferts de charges | 2 341 | 835 | 1 505 | 180,2% |
| . Autres produits de gestion | 229 511 | 257 293 | -27 782 | -10,8% |
| S/total B - Autres produits | 37 882 728 | 40 304 908 | -2 422 180 | -6,0% |
| Total I - produits d'exploitation | 66 412 256 | 69 485 584 | -3 073 328 | -4,4% |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | | |
| . Autres charges et charges externes | 43 389 287 | 46 748 969 | -3 359 682 | -7,2% |
| . Impôts, taxes et versements assimilés | 1 031 490 | 971 463 | 60 027 | 6,2% |
| . Salaires et appointements | 14 687 198 | 14 837 812 | -150 615 | -1,0% |
| . Charges sociales | 5 649 907 | 5 495 995 | 153 912 | 2,8% |
| . Dotations aux amortissements | 856 948 | 557 882 | 299 065 | 53,6% |
| . Dotations aux provisions | 141 727 | 288 642 | -146 915 | -50,9% |
| . Autres charges de gestion | 459 109 | 536 723 | -77 614 | -14,5% |
| Total II - charges d'exploitation | 66 215 665 | 69 437 487 | -3 221 822 | -4,6% |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | 196 591 | 48 097 | 148 494 | 308,7% |
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| . Autres intérêts et produits assimilés | 346 | 80 | 267 | 334,4% |
| . Différences positives de change | 221 | 40 | 181 | 454,6% |
| . Reprises sur provisions | 41 892 | 79 685 | -37 793 | -47,4% |
| Total III - Produits financiers | 42 459 | 79 805 | -37 345 | -46,8% |
| CHARGES FINANCIÈRES | | | | |
| . Intérêts et charges assimilées | 13 961 | 13 002 | 959 | 7,4% |
| . Différences négatives de change | 48 528 | 11 103 | 37 425 | 337,1% |
| . Dotations aux provisions | 4 068 | 41 892 | -37 824 | -90,3% |
| Total IV - Charges financières | 66 557 | 65 997 | 560 | 0,8% |
| RÉSULTAT FINANCIER (III-IV) | -24 098 | 13 808 | -37 906 | -274,5% |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | | |
| . Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 1 021 | 381 | 641 | 168,2% |
| . Produits de cession d'éléments d'actif | 7 397 | 0 | 7 397 | |
| . Reprises sur provisions | 0 | 0 | 0 | |
| Total V - Produits exceptionnels | 8 419 | 381 | 8 038 | 2110,5% |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | | |
| . Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 3 859 | 1 481 | 2 378 | 160,6% |
| . Valeurs comptables des éléments d'actif cédés | 35 610 | 3 423 | 32 187 | 940,2% |
| . Dotations except. aux amortissements & provisions | 0 | 0 | 0 | |
| Total VI - Charges exceptionnelles | 39 469 | 4 904 | 34 565 | 704,8% |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI) | -31 050 | -4 523 | -26 527 | 586,5% |
| IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS | 0 | 10 736 | -10 736 | -100,0% |
| TOTAL DES PRODUITS | 66 463 134 | 69 565 769 | -3 102 635 | -4,5% |
| TOTAL DES CHARGES | 66 321 691 | 69 519 123 | -3 197 433 | -4,6% |
| RÉSULTAT DE L'EXERCICE | 141 443 | 46 646 | 94 797 | 203,2% |

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2024

Le bilan présente un total de 49 579 489 € et un résultat bénéficiaire de 141 443 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Les notes et les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

I. FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1 Activités du GIE

1.1.1 Les produits d'exploitation

Les produits d'exploitation sont enregistrés pour un montant de 66,4 M€ en 2024 contre 69,5 M€ en 2023, soit une diminution de 4,4 %.

Le chiffre d'affaires net s'élève à 28,5 M€ en 2024 contre 29,2 M€ en 2023, soit une diminution de 2,2 %.

1.1.2 Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation sont enregistrées pour un montant de 66,2 M€ en 2024 contre 69,4 M€ en 2023, soit une diminution de 4,6 %.

1.2 Informations concernant les structures

1.2.1 Les succursales

Depuis la fermeture de la succursale de Barcelone le 30 juin 2021, il n'y a plus aucune succursale en activité.



1.2.2 Les participations

■ French Tourist Bureau PTY LTD

Les comptes sociaux du GIE intègrent en charge la subvention d'équilibre accordée à French Tourist Bureau PTY LTD, filiale australienne d'Atout France portant le bureau de Sydney, pour un montant de 349 235 € au titre de l'exercice 2024.

1.3 Les effectifs

Les effectifs physiques présents au 31 décembre 2024 sont les suivants :

| Effectifs Physiques au 31/12/2024 | | |
|--|------------|------------|
| NATURE DES CONTRATS | 2024 | 2023 |
| SIÈGE | | |
| Contrats à durée indéterminée de droit privé | 103 | 101 |
| Contrats d'expatrié du GIE | 7 | 8 |
| Contrats de détachement mis à disposition du réseau | 0 | 1 |
| Agents de l'Etat mis à disposition | 4 | 5 |
| Contrats à durée déterminée | 3 | 2 |
| Contrats à objet défini | 24 | 27 |
| Contrats en alternance | 16 | 12 |
| Convention région | 1 | 1 |
| Total des contrats siège | 158 | 157 |
| <i>Contrats de stage</i> | <i>1</i> | <i>1</i> |
| BUREAUX DE REPRÉSENTATION À L'ÉTRANGER | | |
| Contrats à durée indéterminée de droit privé local | 115 | 124 |
| Contrats Air France et autres | 2 | 2 |
| Contrats sur conventions avec les régions | 1 | 1 |
| Agents de l'Etat mis à disposition | 10 | 10 |
| Contrats à durée déterminée | 11 | 13 |
| Total des contrats à l'étranger | 139 | 150 |
| <i>Contrats de stage</i> | <i>7</i> | <i>10</i> |
| Total général des contrats salariés | 297 | 307 |
| Dont contrats de mise à disposition^[1] | 14 | 15 |
| <i>Total des contrats de stage</i> | <i>8</i> | <i>11</i> |

[1] Par la Direction Générale des Entreprises

[1] Personnel rémunéré par l'État

NB : Les salariés expatriés et détachés du GIE, bien qu'actuellement rattachés au siège, figurent néanmoins dans les effectifs des bureaux en raison de leurs activités exclusivement locales

II. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels du GIE Atout France sont établis conformément au règlement ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 26 décembre 2016, en application des articles L.123-12 à L. 123-28 et R. 123-172 à R. 123-208 du code de commerce.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise et à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Les logiciels informatiques sont enregistrés dans cette rubrique pour un montant brut de 5 523 K€. Ils sont amortis linéairement sur une période comprise entre 3 et 5 ans et compte tenu de la durée estimée de leur cycle d'utilisation.

2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise et à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

L'amortissement des immobilisations est calculé suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les durées et les modes d'amortissement pratiqués sont résumés ci-dessous :

| | |
|--|-------------------|
| Mobilier et matériel administratif | 5 ans |
| Agencements des constructions et installations | entre 3 et 10 ans |
| Matériel informatique | 3 ans |
| Matériel roulant | 4 ans |

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

2.3 Immobilisations financières

2.3.1 Titres de participations

Le GIE détient 1 action d'une valeur de 1 AUD (équivalent de 0,72 €) de la société de droit australien « French Tourist bureau PTY LTD ». Le GIE détient 100 % du capital de cette société.

2.3.2 Dépôts et cautionnements versés

Il s'agit essentiellement de dépôts de garantie relatifs aux baux des différents bureaux de représentation et du siège du GIE.

2.4 Les stocks

Il s'agit d'un stock de brochures éditées par le GIE. Le montant brut des stocks au 31/12/2024 s'élève à 11 K€. Pour tenir compte de l'obsolescence rapide de ces parutions, ce stock est déprécié conformément aux usages du secteur de l'édition, à savoir :

- Valorisation sur la base du prix de vente HT diminué d'un taux de marge de 50 %.
- Dépréciation de 25 % sur les quatre années, suivant celle de la parution.
- La dépréciation au 31/12/2024 s'élève à 11 K€.

2.5 Immobilisations en cours :

Les immobilisations en cours à la clôture de l'exercice s'élèvent à 14 K€.

2.6 Report à nouveau et résultat de l'exercice

En application du contrat constitutif du GIE ATOUT FRANCE (Article 19) qui stipule que les membres du Groupement sont tenus solidairement des dettes de celui-ci, les sommes figurant en report à nouveau et en résultat de l'exercice ne sont pas disponibles pour les membres du GIE.



2.7 Traitement comptable des opérations en devises

Les devises étrangères sont valorisées chaque mois au taux moyen mensuel communiqué par la Banque de France.

L'écart résultant de l'application des taux mensuels sur les opérations en devises est porté, selon leur nature, en gains de change ou en pertes de change.

Les créances et les dettes en devises sont valorisées au taux de la Banque de France du 31 décembre de l'année. L'écart entre ce taux et le taux de valorisation est porté dans les comptes de régularisation : écart de conversion actif et écart de conversion passif.

Seul l'écart de conversion actif résiduel, après imputation de l'écart de conversion passif, fait l'objet d'une provision pour pertes de change. La provision est déterminée devise par devise ; il existe en effet une position globale de change pour chaque devise, les créances et les dettes étant à échéance voisine. Cette provision est reprise dans le résultat d'exploitation l'année suivante.

Application du règlement ANC n° 2015-05

Les écarts de change sur créances et dettes commerciales sont classés dans le résultat d'exploitation depuis le 1^{er} janvier 2017, conformément au règlement ANC n° 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

Ce règlement distingue les gains et pertes de change sur les opérations commerciales des gains et pertes de change sur les opérations financières. De ce fait, ces écarts de change sur créances et dettes commerciales hors couverture sont comptabilisés dans les comptes d'exploitation (PCG art. 833-2/7).

2.8 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement concernent le financement de la plateforme France Tourisme Observation (FTO), la plateforme E-LEARNING et le site internet France.fr. Leur financement respectif est comptabilisé en subvention d'investissement pour un montant total de 1.8 M € afin de financer les dépenses des projets ayant le caractère d'immobilisations. La quote-part de subvention est ramenée chaque année au compte de résultat à hauteur des amortissements pratiqués. Pour l'exercice 2024, ce montant représente 333 K€. La subvention d'investissement nette inscrite au bilan est de 1 366 K€.

2.9 Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation ont représenté un montant total de 36,3 M€ en 2024 contre 38,1 M€ en 2023, soit une diminution de 4,7%. Elles correspondent à 55 % des produits d'exploitation du GIE.

2.9.1 Subvention de fonctionnement

La subvention annuelle de fonctionnement du GIE (subvention pour charge de service public) attribuée à Atout France en sa qualité d'opérateur de l'Etat par le Ministère de l'Economie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique s'est élevée à 27,5 M€ au titre de l'exercice. A ce montant, s'ajoute une somme de 2,15 M€ qui avait fait l'objet d'un report fin 2023. Cette somme a de nouveau été reportée sur l'exercice 2025 et comptabilisée dans la rubrique du bilan « produits constatés d'avance ».

2.9.2 Subventions relatives au plan Destination France

Dans le cadre du plan Destination France lancé par le gouvernement en novembre 2021, Atout France a reçu, en 2024 une subvention MEAE de 5,85 M€ pour la promotion, entièrement consommée en 2024.

2.9.3 Subventions spécifiques relatives aux produits visés affectés à Atout France

Dans le cadre du dispositif défini lors du Conseil interministériel du tourisme en 2018 et renouvelé pour l'exercice 2022 (actions dites « CIT » dans les comptes du GIE), une subvention reportée en 2023 dans la rubrique du bilan « produits constatés d'avance » à hauteur de 4.6 M€ a été consommée en 2024 pour un montant de 2,8 M€ et reportée en 2025 dans la rubrique « subventions d'investissement » du bilan pour un montant de 1,8M€.

2.9.4 Autres subventions spécifiques

Il s'agit d'une subvention versée par l'Agence nationale pour la cohésion des territoires pour 500 K€. A cette somme, s'ajoute 138 K€ qui avait fait l'objet d'un report fin 2023. Un montant de 399K€ été reporté sur l'exercice 2025 et comptabilisé dans la rubrique du bilan « produits constatés d'avance ».

La note infra 4.1.2 présente le détail des subventions d'exploitation, avec les montants nominaux, les montants non consommés et les montants inscrits en produits de l'exercice.

2.9.5 Autres mesures de soutien

Le GIE bénéficie de 10 agents dans les bureaux à l'étranger mis à disposition contre remboursement à l'Etat. En 2024, une atténuation de charge par l'Etat d'un montant de 1,5 M€ a ramené ce remboursement à 45k.

2.10 Provisions pour risques et charges inscrites au bilan

2.10.1 Provisions pour risques

Le cumul des provisions pour risques pour un montant de 2 966 K€ se rapporte :

- À la constitution, en 2020, d'une provision pour « les mesures d'accompagnement liées à la rationalisation des ressources humaines » pour un montant de 2 600 K€ maintenue à 1 858 K€ au titre de l'exercice ;
- À l'ajustement et au maintien des provisions liées aux litiges prud'homaux pour un montant total de 516 K€ ;
- Au maintien d'une provision liée à un risque sur charges sociales locales concernant des salariés ayant le statut d'expatrié pour un montant de 528 K€ ;
- Aux provisions cumulées pour risque de non-remboursement de TVA locales pour un montant global de 60 K€ ;
- À un risque de change pour les dettes libellées en devises pour 4 K€.

2.10.2 Provisions pour charges

Le cumul des provisions pour charges pour un montant de 722 K€ se rapporte :

- À la provision actualisée au 31/12/2024 des engagements de départ à la retraite du siège et du bureau de New York pour un montant global de 662 K€ (celle-ci tient compte de l'ancienneté cumulée des salariés) ;
- A la provision actualisée au 31/12/2024 concernant l'attribution d'une gratification dans le cadre de l'obtention de la médaille d'honneur du travail pour un montant de 60 K€.

Ces deux provisions sont évaluées selon la méthode prospective actualisée.

2.11 Provisions pour dépréciation des comptes clients inscrites bilan.

Le cumul des provisions pour dépréciation des comptes clients de 267 K€ est relatif à l'ajustement des dépréciations au titre des exercices précédents et aux nouvelles dépréciations de l'exercice.



III. NOTES SUR LE BILAN

3.1 ACTIF

3.1.1 Immobilisations, situation et mouvements de l'exercice

| IMMOBILISATIONS BRUTES | AU 31/12/2023 | AUGMENTATION | DIMINUTION | AU 31/12/2024 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| . Immobilisations incorporelles | 4 188 230 | 2 216 494 | 881 839 | 5 522 885 |
| . Autres immobilisations incorporelles | 467 016 | | 467 016 | - |
| . Immobilisations en cours | - | | | - |
| Sous-total | 4 655 246 | 2 216 494 | 1 348 855 | 5 522 885 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| . Inst° générales & Agencement | 858 830 | 5 497 | 346 724 | 517 602 |
| . Matériels de transport | 66 699 | | | 66 699 |
| . Matériels de bureau et informatique | 1 418 740 | 103 090 | 137 809 | 1 384 021 |
| . Mobiliers de bureau | 483 339 | 5 307 | 111 059 | 377 586 |
| . Autres immobilisations corporelles | 1 372 | | | 1 372 |
| . Immobilisations en cours | 999 112 | 14 150 | 999 112 | 14 150 |
| Sous-total | 3 828 091 | 128 043 | 1 594 705 | 2 361 430 |
| IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES | | | | |
| . Participations | 1 | | | 1 |
| . Prêts au personnel | - | | | - |
| . Dépôt et cautionnements | 1 102 534 | 141 585 | 61 326 | 1 182 792 |
| Sous-total | 1 102 534 | 141 585 | 61 326 | 1 182 793 |
| TOTAL : | 9 585 872 | 2 486 122 | 3 004 886 | 9 067 108 |



3.1.2 Amortissements, situation et mouvements de l'exercice

| AMORTISSEMENTS | AU 31/12/2023 | AUGMENTATION | DIMINUTION | AU 31/12/2024 |
|--|------------------|----------------|------------------|------------------|
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| . Immobilisations incorporelles | 3 800 090 | 662 414 | 881 839 | 3 580 666 |
| . Autres immobilisations incorporelles | 467 016 | | 467 016 | - |
| Sous-total | 4 267 107 | 662 414 | 1 348 855 | 3 580 666 |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| . Inst° générales & Agencement | 601 207 | 50 576 | 312 801 | 338 982 |
| . Matériels de transport | 66 699 | | | 66 699 |
| . Matériels de bureau et informatique | 1 269 522 | 103 463 | 137 165 | 1 235 821 |
| . Mobiliers de bureau | 403 057 | 40 494 | 111 059 | 332 491 |
| . Autres immobilisations corporelles | - | | | - |
| Sous-total | 2 340 485 | 194 533 | 561 025 | 1 973 993 |
| TOTAL : | 6 607 592 | 856 948 | 1 909 880 | 5 554 659 |

3.1.3 Clients et comptes rattachés

| CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS | 2024 | 2023 |
|--|------------------|------------------|
| . Créances clients | 6 133 457 | 7 265 250 |
| . Provisions dépréciation des comptes clients | - 266 869 | - 632 384 |
| . Factures à établir | 992 768 | 960 271 |
| TOTAL : | 6 859 357 | 7 593 137 |
| Ventilation par échéance du poste "CLIENTS" net | | |
| . Clients débiteurs | 5 856 684 | 6 554 807 |
| . Clients créditeurs | 13 019 | 355 767 |
| TOTAL CRÉANCES CLIENTS NET : | 5 843 665 | 6 199 040 |
| . Factures à plus de 90 jours | 331 230 | 375 741 |
| . Factures à plus de 60 jours | - 68 760 | 328 274 |
| . Factures à moins de 60 jours | 1 073 543 | 1 167 194 |
| . Factures non échues | 4 507 653 | 4 327 831 |
| TOTAL : | 5 843 665 | 6 199 040 |

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.1.4 Autres créances

| NATURE DES CRÉANCES | 2024 | 2023 |
|---|------------------|------------------|
| . Fournisseurs débiteurs et RRR à obtenir | 487 920 | 470 215 |
| . Personnel et comptes rattachés | 84 708 | 88 973 |
| . Organismes sociaux | 40 857 | 24 187 |
| . Subventions à recevoir | 2 010 842 | 5 927 582 |
| . Créances fiscales | 2 173 055 | 2 475 453 |
| . Associés - Comptes courants | 144 270 | 170 670 |
| . Autres créances | - | - |
| TOTAL : | 4 941 652 | 9 157 079 |

3.1.5 Charges constatées d'avance

| NATURE DES CHARGES | 2024 | 2023 |
|-----------------------------------|------------------|------------------|
| SIÈGE | | |
| . dont fonctionnement | 688 895 | 720 652 |
| . dont opérations promotion | 1 472 776 | 1 437 457 |
| . dont ingénierie & développement | 79 938 | 217 878 |
| . dont Ss direction Projets | 63 671 | 415 |
| Sous-total | 2 305 280 | 2 376 402 |
| BUREAUX À L'ÉTRANGER | | |
| . dont fonctionnement | 283 289 | 232 655 |
| . dont opérations promotion | 716 931 | 473 832 |
| Sous-total | 1 000 219 | 706 487 |
| TOTAL : | 3 305 499 | 3 082 889 |

3.2 PASSIF

3.2.1 Capitaux propres

| CAPITAUX PROPRES | AU 31/12/2023 | AUGMENTATION | DIMINUTION | AU 31/12/2024 |
|-------------------------------|-------------------|------------------|---------------|-------------------|
| . Réserves | 5 952 296 | - | | 5 952 296 |
| . Report à nouveau* | 5 975 658 | 46 646 | | 6 022 304 |
| . Résultat | 46 646 | 141 443 | 46 646 | 141 443 |
| . Subvention d'investissement | 125 904 | 1 239 678 | | 1 365 581 |
| TOTAL : | 12 100 503 | 1 427 767 | 46 646 | 13 481 624 |

* Affectation du résultat N-1

3.2.2 Provisions inscrites au bilan

| PROVISIONS INSCRITES AU BILAN | AU 31/12/2023 | AUGMENTATION | DIMINUTION | AU 31/12/2024 |
|-----------------------------------|------------------|---------------|----------------|------------------|
| . Provisions pour risques | 3 342 318 | 19 846 | 396 338 | 2 965 827 |
| . Provisions pour charges | 884 624 | 35 873 | 198 638 | 721 859 |
| TOTAL : | 4 226 942 | 55 719 | 594 976 | 3 687 685 |
| Dont dotations et reprises | | | | |
| . D'exploitation | | 51 651 | 553 084 | |
| . Financières | | 4 068 | 41 892 | |
| . Exceptionnelles | | - | - | |
| TOTAL : | | 55 719 | 594 976 | |

3.2.3 Provisions pour dépréciation

| DÉPRÉCIATIONS INSCRITES AU BILAN | AU 31/12/2023 | AUGMENTATION | DIMINUTION | AU 31/12/2024 |
|-----------------------------------|------------------|---------------|----------------|------------------|
| . Stocks | 40 382 | 11 303 | 40 382 | 11 303 |
| . Créances clients | 632 384 | 78 773 | 444 288 | 266 869 |
| TOTAL : | 672 766 | 90 076 | 484 670 | 278 171 |
| Dont dotations et reprises | | | | |
| . D'exploitation | | 90 076 | 484 670 | |
| TOTAL : | | 90 076 | 484 670 | |

3.2.4 Dettes auprès des établissements de crédits

Il s'agit principalement d'agios bancaires au titre du quatrième trimestre 2024.

3.2.5 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

| FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS | 2024 | 2023 |
|---|------------------|-------------------|
| . Dettes fournisseurs | 6 231 276 | 6 984 385 |
| . Factures non parvenues | 3 084 604 | 3 546 777 |
| TOTAL : | 9 315 880 | 10 531 162 |
| Ventilation par échéance du poste "FOURNISSEURS" net | | |
| . Fournisseurs créditeurs | 6 231 276 | 6 984 385 |
| . Fournisseurs débiteurs | 142 755 | 262 438 |
| TOTAL DETTES FOURNISSEURS NET : | 6 088 521 | 6 721 946 |
| . Factures à plus de 60 jours | 677 842 | 413 657 |
| . Factures à moins de 60 jours | 2 532 154 | 2 659 692 |
| . Factures non échues | 2 878 526 | 3 648 597 |
| TOTAL : | 6 088 521 | 6 721 946 |

3.2.6 Dettes fiscales et sociales

| DETTES FISCALES ET SOCIALES | 2024 | 2023 |
|--|------------------|------------------|
| DETTES SOCIALES ET FISCALES (PERSONNEL) | | |
| . Provisions congés payés | 1 030 733 | 937 415 |
| . Provisions RTT | 1 445 593 | 1 452 639 |
| . Provisions pour départ & retraite bureaux | 1 240 418 | 1 376 718 |
| . Charges de sécu & autres organismes | 783 156 | 755 466 |
| . Autres dettes de personnel | 201 215 | 392 301 |
| Sous-total | 4 701 114 | 4 914 539 |
| AUTRES DETTES FISCALES | | |
| . Etat - Avances sur subventions | 444 386 | 560 556 |
| . Impôts sur salaires | 91 681 | 95 691 |
| . Etat - Impôts sur les bénéficiaires | - | - |
| . TVA collectée à décaisser | 171 948 | 478 984 |
| . TVA sur CA à régulariser | - | 26 976 |
| . Autres impôts | 239 601 | 324 378 |
| Sous-total | 947 615 | 1 486 585 |
| TOTAL : | 5 648 729 | 6 401 124 |

3.2.7 Produits constatés d'avance

| NATURE DES PRODUITS | 2024 | 2023 |
|---------------------------------------|------------------|-------------------|
| SIÈGE | | |
| . dont fonctionnement | 2 150 000 | 2 150 000 |
| . dont opérations promotion | 672 411 | 727 017 |
| . dont ingénierie & développement | 2 044 231 | 190 936 |
| . dont Plan de relance (CIT/PDF/TECH) | 2 061 823 | 15 127 384 |
| Sous-total | 6 928 466 | 18 195 337 |
| BUREAUX À L'ÉTRANGER | | |
| . dont fonctionnement | | |
| . dont opérations promotion | 734 456 | 618 354 |
| Sous-total | 734 456 | 618 354 |
| TOTAL : | 7 662 922 | 18 813 691 |

3.2.8 État des créances

| ÉTAT DES CRÉANCES | MONTANT BRUT | À 1 AN AU PLUS | À PLUS D'1 AN |
|---|-------------------|-------------------|------------------|
| . Prêts personnel | - | | |
| . Dépôts et cautionnement versés | 1 182 792 | | 1 182 792 |
| . Clients et comptes rattachés | 7 126 225 | 7 126 225 | |
| . Fournisseurs débiteurs et RRR à obtenir | 487 920 | 487 920 | |
| . Personnel et comptes rattachés | 84 708 | 84 708 | |
| . Organismes sociaux | 40 857 | 40 857 | |
| . Subventions à recevoir | 2 010 842 | 2 010 842 | |
| . Créances fiscales | 2 173 055 | 2 173 055 | |
| . Associés - comptes courants | 144 270 | 144 270 | |
| . Autres créances | - | - | |
| . Charges constatées d'avance | 3 305 499 | 3 305 499 | |
| TOTAL : | 16 556 169 | 15 373 377 | 1 182 792 |

3.2.9 État des dettes

| ÉTAT DES DETTES | MONTANT BRUT | À 1 AN AU PLUS | DE 1 À 5 ANS | À PLUS DE 5 ANS |
|--|-------------------|-------------------|--------------|-----------------|
| . Dettes auprès des établissements de crédit | 5 091 | 5 091 | | |
| . Emprunts et dettes financières diverses | 2 454 | 2 454 | | |
| . Fournisseurs et comptes rattachés | 9 315 880 | 9 315 880 | | |
| . Personnel et comptes rattachés | 3 110 291 | 3 110 291 | | |
| . Dettes sociales | 1 590 824 | 1 590 824 | | |
| . Dettes fiscales | 947 615 | 947 615 | | |
| . Autres dettes | 8 888 257 | 8 888 257 | | |
| . Produits constatés d'avance | 7 662 922 | 7 662 922 | | |
| TOTAL : | 31 523 333 | 31 523 333 | - | - |

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1 NOTES SUR LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION

4.1.1 Nature des prestations facturées

| CHIFFRE D'AFFAIRES | 2024 | 2023 | Ecart en € | Ecart en % |
|---|-------------------|-------------------|------------------|-------------|
| . Cotisations des membres du GIE | 2 129 193 | 1 991 646 | 137 547 | 7% |
| Sous-total Cotisations GIE | 2 129 193 | 1 991 646 | 137 547 | 7% |
| . Contributions aux clusters | - | 17 084 | 17 084 | -100% |
| . Salons | 8 583 161 | 7 771 277 | 811 883 | 10% |
| . Campagnes | 9 638 561 | 10 810 070 | 1 171 509 | -11% |
| . Editions | 340 199 | 402 490 | 62 291 | -15% |
| . Conventions | 1 953 270 | 2 390 698 | 437 428 | -18% |
| . Evénements presse | 2 457 086 | 2 450 630 | 6 456 | 0% |
| . Diffusion | - | 4 860 | 4 860 | -100% |
| . Prestations succursales | - | - | - | |
| . Refacturations diverses de promotion | 93 841 | 471 729 | 377 887 | -80% |
| Sous-total promotion | 23 066 118 | 24 318 838 | 1 252 720 | -5% |
| . Prestations d'ingénierie* | 1 183 810 | 1 715 211 | 531 401 | -31% |
| . Prestations FTO | 232 465 | 181 200 | 51 265 | 28% |
| . Journées techniques | 127 133 | 120 905 | 6 228 | 5% |
| . Ventes de publications & données | 1 604 394 | 641 882 | 962 512 | 150% |
| Sous-total Ingénierie-formation | 3 147 802 | 2 659 197 | 488 604 | 18% |
| . Registres et classement | 186 415 | 210 995 | 24 580 | -12% |
| Sous-total Registres et classement | 186 415 | 210 995 | 24 580 | -12% |
| TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES | 28 529 527 | 29 180 676 | 626 568 | -2% |

4.1.2 Détail des subventions d'exploitation

| ORIGINES | OBJETS | MONTANTS CONVENTIONNELS | MONTANTS NON CONSOMMÉS N-1 REPORT N | MONTANTS AMI REVERSÉS | MONTANTS AMI NON REVERSÉS EN AUTRES DETTES * | MONTANTS TRANSFÉRÉS EN SUBV. D'INVEST. | MONTANTS NON CONSOMMÉS N REPORT N+1 | PRODUITS DE L'EXERCICE |
|--|--------------------------------|-------------------------|-------------------------------------|-----------------------|--|--|-------------------------------------|------------------------|
| . DGE | Subvention de fonctionnement | 27 476 805 | 2 150 000 | | | | 2 150 000 | 27 476 805 |
| . ANCT | Subventions à caractère Coll. | 500 000 | 138 451 | | | | 399 582 | 238 869 |
| . MEAE | Subventions promotion | 5 850 000 | 4 548 600 | | | 1 355 566 | 1 752 033 | 7 291 002 |
| Sous-total Subventions Ministère de Tutelle | | 33 826 805 | 6 837 051 | - | - | 1 355 566 | 4 301 615 | 35 006 676 |
| . DGE | Autres subventions ingenieries | 4 766 712 | 10 612 369 | 3 815 994 | 8 410 799 | 217 326 | 1 626 400 | 1 308 562 |
| Sous-total autres financeurs | | 4 766 712 | 10 612 369 | 3 815 994 | 8 410 799 | 217 326 | 1 626 400 | 1 308 562 |
| TOTAL SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | | 38 593 517 | 17 449 420 | 3 815 994 | 8 410 799 | 1 572 891 | 5 928 015 | 36 315 238 |

* Le cadre juridique de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) étant une gestion de fonds pour compte de tiers, le solde des fonds perçus par le GIE et non encore reversé au 31/12/2024 est comptabilisé dans le poste "Autres dettes" du bilan et non dans le poste "Produits constatés d'avance"

4.2 NOTES SUR LE RÉSULTAT FINANCIER

| NATURE DES PRODUITS ET DES CHARGES FINANCIÈRES | 2024 | 2023 |
|--|---------------|---------------|
| . Produits de gestion de la trésorerie | 346 | 80 |
| . Produits nets de change sur financiers* | 221 | 40 |
| . Reprises sur provisions | 41 892 | 79 685 |
| Sous-total Produits financiers | 42 459 | 79 805 |
| . Intérêts débiteurs des comptes bancaires et des fournisseurs | 13 154 | 12 505 |
| . Dettes intérêts fournisseurs | 807 | 497 |
| . Charges nettes de change | 48 528 | 11 103 |
| . Dotation financières aux amortissements & provisions | 4 068 | 41 892 |
| Sous-total charges financières | 66 557 | 65 997 |
| RÉSULTAT FINANCIER | - | 24 098 |

*Depuis le 1er janvier 2017, les écarts de change sur créances et dettes commerciales sont désormais classés dans le résultat d'exploitation conformément au règlement ANC 2015-05 « instruments financiers à terme et couverture ».

4.3 NOTES SUR LE RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

| NATURE DES PRODUITS ET DES CHARGES EXCEPTIONNELLES | 2024 | 2023 |
|--|---------------|--------------|
| . Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 1 021 | 381 |
| . Cession d'actifs | 7 397 | - |
| . Reprises sur provisions | - | - |
| Sous-total Produits exceptionnels | 8 419 | 381 |
| . Pénalités de retard charges sociales et autres | 3 859 | 1 481 |
| . Valeurs comptables des éléments d'actif cédés | 35 610 | 3 423 |
| . Dotations exceptionnelles sur matériel déclassé | - | - |
| Sous-total charges exceptionnelles | 39 469 | 4 904 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL | - | 4 523 |

4.4 MONTANT DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES POUR L'EXERCICE

Au titre de la mission de contrôle légal des comptes exercée par les commissaires aux comptes, les frais d'honoraires sont de 80 K€ HT.

V. ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.1 ENGAGEMENTS AU TITRE DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL MOBILIER

| OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL | REDEVANCES PAYÉES | | REDEVANCES RESTANT À PAYER | | | Total |
|--------------------------------------|-------------------|---------------------|----------------------------|---------------|---------------|----------------|
| | 2024 | Cumul au 31/12/2024 | Jusqu'à 1 an | De 1 à 5 ans | > à 5 ans | |
| . Matériels de transport | 13 797 | 27 770 | 1 973 | | | 29 743 |
| . Matériels de bureau & informatique | 3 841 | 12 181 | 8 340 | | | 20 521 |
| Sous-total Siège | 17 638 | 39 951 | 10 313 | - | - | 50 264 |
| . Matériels de transport | 30 342 | 55 718 | 18 261 | 17 959 | 8 504 | 100 442 |
| . Matériels de bureau & informatique | 18 400 | 43 296 | 10 888 | 5 712 | 5 712 | 65 608 |
| Sous-total Bureaux étrangers | 48 742 | 99 014 | 29 149 | 23 671 | 14 216 | 166 050 |
| TOTAL GIE | 66 380 | 138 965 | 39 462 | 23 671 | 14 216 | 216 314 |

5.2 ENGAGEMENTS AU TITRE DES BAUX IMMOBILIERS

| BAUX | TAUX EUR | | LOYERS RESTANT À PAYER | | | Total | Échéance du bail |
|---|------------|------------|------------------------|------------------|----------------|-------------------|------------------|
| | Dev | 31/12/2024 | Jusqu'à 1 an | De 1 à 5 ans | > à 5 ans | | |
| . Bail New-York - 11 Avenue Brodway | USD | 1,039 | 221 970 | 813 890 | | 1 035 860 | 30/08/29 |
| | EUR | | 213 638 | 783 340 | - | 996 978 | |
| . Bail Londres - 75 High Holborn | GBP | 0,829 | 135 966 | 362 576 | - | 498 542 | 30/08/28 |
| | EUR | | 163 973 | 437 260 | - | 601 233 | |
| . Bail Montréal - Trust Macgill College | CAD | 1,4948 | 133 081 | 332 703 | | 465 784 | 30/06/28 |
| | EUR | | 89 029 | 222 573 | | 311 603 | |
| . Bail Zurich - Neumark 6 | CHF | 0,941 | 56 428 | 14 107 | | 70 535 | 31/03/26 |
| | EUR | | 59 953 | 14 988 | | 74 942 | |
| . Bail Sao Paulo - Alameda Jaú | BRL | 6,43 | 25 800 | | | 25 800 | 31/03/25 |
| | EUR | | 4 015 | - | | 4 015 | |
| . Bail Pekin - c/o Institut français de Pekin | CNY | 7,58 | 678 445 | 1 187 279 | | 1 865 724 | 30/09/27 |
| | EUR | | 89 466 | 156 565 | | 246 031 | |
| . Bail Vienne - Prinz-Eugen-Strasse 72/2/2.1 | EUR | | 25 644 | 74 795 | | | 30/11/28 |
| . Bail Amsterdam - Hullenbergweg | EUR | | 67 195 | 229 583 | | | 31/05/29 |
| . Bail Francfort - Zeppelinallee 37 | EUR | | 69 000 | 345 000 | 241 500 | 655 500 | 30/06/34 |
| . Bail Madrid - Calle Serrani N°40 | EUR | | 43 917 | 73 196 | | 117 113 | 31/08/27 |
| . Bail Bruxelles - 222 Rue Louise | EUR | | 34 094 | | | 34 094 | 30/06/25 |
| . Bail Milan - Via Aurelio Saffi 21 | EUR | | 77 420 | 148 388 | | 225 808 | 30/11/27 |
| . Bail Paris - Immeuble Le Jour | EUR | | 2 024 338 | 7 085 184 | | 9 109 522 | 30/06/29 |
| TOTAL GIE | EUR | | 2 961 682 | 9 570 872 | 241 500 | 12 376 837 | |

VI – AUTRES INFORMATIONS

6.1 FAITS SIGNIFICATIFS

Le conflit en Ukraine, depuis le 24 février 2022, a conduit à la suspension des activités du bureau de Moscou sur la Russie et sur l'Ukraine.

6.2 INFORMATION SUR LES ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu après la clôture de l'exercice.



RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE 2024

1. MODALITÉS D'EXERCICE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Le GIE est administré par une Directrice Générale, nommée par arrêté du Ministre chargé du tourisme sur proposition du Conseil d'administration.

Le Conseil d'Administration du GIE ATOUT FRANCE exerce le contrôle permanent de la gestion du groupement par la Direction Générale.

2. SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

L'exercice 2024 se caractérise par un résultat positif, pour la dixième année consécutive, qui s'élève à 141.443 €.

En 2024, l'activité d'Atout France a bénéficié de deux facteurs favorables :

La poursuite d'une forte reprise du tourisme dans le monde, et une attractivité forte pour la destination France en lien avec la dynamique des grands événements accueillis : 150 ans de l'Impressionnisme, 80ème anniversaire du débarquement en Normandie, Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024, et la réouverture de la Cathédrale de Notre-Dame de Paris en fin d'année.

Dans le cadre du plan Destination France lancé par le gouvernement en novembre 2021, Atout France a reçu, en 2024 une subvention MEAE de 5,85 M€ pour la promotion, entièrement consommée en 2024 et complétée par des reports de crédits CIT à hauteur de 4,548 M€.

Le résultat d'exploitation est positif, à 197 K€.

I. ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS

L'activité d'Atout France se déploie selon trois axes :

1 Évaluer : utiliser les données pour éclairer, piloter, cibler, anticiper et mesurer la performance. Pour cela Atout France déploie la plateforme France Tourisme Observation [FTO] et mène des études constituant une intelligence économique collective ;

2 Transformer : accompagner l'économie touristique vers des modèles plus compétitifs, durables, qualitatifs, innovants et inclusifs :

▶ Atout France déploie trois programmes France Tourisme Ingénierie [FTI] : *Réinventer le patrimoine, Rénovation des stations de montagne et Projets structurants* et lance dans le cadre du plan Destination France [PDF] un quatrième programme, *Hôtellerie dans les villes moyennes*.

▶ À travers le PDF, Atout France a également lancé, en 2022, 4 appels à manifestation d'intérêt portant sur l'Hébergement durable en Outre-mer, les Projets structurants, le Marketing numérique des réseaux territoriaux et 50 terrains d'expérimentation.

▶ Atout France favorise l'innovation dans le tourisme à travers la Travel Tech et la professionnalisation à travers notamment le déploiement du programme de e-learning France Connaisseur.

▶ Atout France assure à la demande de l'État des activités réglementaires portant sur l'immatriculation des organismes de voyages et de loisirs et le classement des hébergements, contribuant à la sécurité des consommateurs et à la qualité des hébergements.

▶ Atout France développe des mesures d'accompagnement des partenaires dans la démarche de développement durable, avec la mise en place de nouveaux outils [élaboration d'un centre ressources qui comportera des autodiagnostic, des bonnes pratiques, des informations et liens vers les différents dispositifs d'aide, accompagnement et financement].

3 Relancer : redévelopper l'attractivité de la destination France, les flux et recettes touristiques internationaux, mettre en œuvre une relance ambitieuse et partenariale, dans un contexte ultra-concurrentiel, en s'appuyant notamment sur les grands événements sportifs internationaux en France en 2024. Ainsi, Atout France renforce les actions de communication et de promotion de la destination France à travers :

▶ La campagne *#Explorefrance*, initiative portée par Atout France, les 13 organismes régionaux de tou-

risme et une vingtaine d'entreprises du secteur, et portant sur 12 marchés prioritaires [européens et nord-américains] ciblés, avec le tourisme durable comme fil conducteur, et cette année un focus sur le cyclotourisme ;

- ▶ Un accompagnement des marques de destination à l'international, à travers 14 contrats cadres régionaux et une quarantaine de marques de destination / thématiques ;
- ▶ Une participation au volet promotion du plan Avenir Montagnes, en lien avec France Montagnes et les acteurs territoriaux et privés concernés afin d'encourager les départs tout au long de l'année, et de rajeunir les clientèles ;
- ▶ Un accompagnement de la reprise pour les destinations d'Outre-mer, avec des actions de promotion visant à positionner les destinations sur les enjeux d'éco-tourisme, de travailler la notoriété des destinations et de stimuler des ventes de séjours ;
- ▶ Une feuille de route dédiée visant à capitaliser sur la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques en France, afin de montrer le savoir-faire événementiel de la destination, de former les professionnels du tourisme aux enjeux de l'accueil, d'inciter au prolongement des séjours et à la revisite. Une campagne de communication grand public « *Open Doors, open games* » a été déployée sur 12 marchés internationaux, accompagné par une refonte du site France.fr intégrant un générateur d'itinéraire via l'IA.
- ▶ Un soutien du secteur des rencontres et événements professionnels, avec la campagne *The French Way*, la présence sur les grands salons internationaux du secteur et la déclinaison du concept *French Meeting Event Learning Expedition* en lien avec les JOP ;
- ▶ Le programme *France Connaisseur*, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme, permettant, par e-learning, aux acteurs internationaux de la distribution de leur faire découvrir la richesse touristique des destinations françaises.



II. ÉVÉNEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

En raison de la nature de son activité et de ses implantations géographiques, Atout France a suspendu l'activité sur le marché russe et sur le marché ukrainien de son bureau de représentation de Moscou Russie – CEI, depuis la survenance du conflit en Ukraine le 24 février 2022.

III. ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Aucune dépense n'a été engagée à ce titre.

IV. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE LA SITUATION DU GIE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

En 2025, l'activité du GIE sera portée par la dynamique du tourisme mondial qui a retrouvé en 2024 son niveau d'activité d'avant la pandémie, ainsi que par le retour de certains marchés longs courriers [notamment asiatiques, toujours en deçà des niveaux pré-pandémie]. Toutefois, des points d'attention seront à porter face à un contexte géopolitique mouvant et aux répercussions économiques potentielles, notamment l'inflation qui pourrait en découler. L'arrêt des crédits du Plan destination France va impacter la capacité du GIE à réaliser un effet levier auprès des partenaires ainsi que l'accompagnement possible des contrats de destinations ; sa seule source de financement pour les enjeux de promotion proviendra du report de crédits CIT pour la dernière année.

La baisse des moyens budgétaires alloués aux partenaires institutionnels du GIE [représentant 62% du partenariat en 2023, hors PEC] est également un facteur important à prendre en compte dans les résultats attendus.

V. FILIALES ET PARTICIPATIONS

French Tourist Bureau PTY LTD

Cette société de droit australien, dont le capital est de 1 dollar australien [1 AUD = 0,72 €], est détenue à 100% par le GIE. Elle a été créée pour répondre aux exigences fiscales et sociales locales, notamment en matière de GST [équivalent local de la Taxe à la Valeur Ajoutée].

Au titre du présent exercice, le GIE a accordé à cette filiale une subvention d'équilibre de 349 k€, en légère diminution par rapport à 2023 [353 k€].

VI. EXPOSÉ SUR LES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

Compte de résultat

Le résultat net de l'exercice 2024 est excédentaire de 141.443 €.

Le résultat d'exploitation est excédentaire de 196.591 €.

Les produits d'exploitation ont atteint 66,4 M€ en 2024 :



| PRODUITS D'EXPLOITATION - EN K€ | 2024 | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Subvention pour charge de service public | 27 477 | 29 022 | 28 863 | 23 314 | 28 968 |
| Subventions C.I.T. [visas] et Plan Destination France | 7 530 | 8 589 | 8 649 | 7 148 | 1 265 |
| Autres subventions et produits | 2 876 | 2 694 | 1 514 | 1 091* | 2 174 |
| TOTAL PRODUITS HORS PARTENARIAT | 37 883 | 40 305 | 39 026 | 31 543 | 32 457 |
| Cotisations des adhérents | 2 129 | 1 992 | 1 846 | 1 794 | |
| Autre partenariat hors C.I.T. | 19 709 | 19 489 | 20 222 | 13 930 | 17 917 |
| Partenariat C.I.T. et Plan Destination France | 6 686 | 7 699 | 10 772 | 9 523 | 1 492 |
| TOTAL CHIFFRES D'AFFAIRES | 28 529 | 29 180 | 32 841 | 25 247 | 19 409 |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION | 66 412 | 69 485 | 71 867 | 56 790 | 51 866 |

Le GIE a bénéficié d'une subvention pour charges de service public [SCSP] de 27,48 M€, en augmentation de 0,69 M€ par rapport à la subvention versée en 2023. Par ailleurs, à ce montant s'ajoutait une somme de 2,15 M€ qui avait fait l'objet d'un report de SCSP fin 2023. Cette somme a de nouveau été reportée sur l'exercice 2025.

En 2024, Atout France a reçu des financements au titre du plan Destination France, à hauteur de 5 850 k€ qui ont été intégralement consommés pour la promotion.

Les crédits destinés à la direction Observation, qualité et développement durable de l'offre sont mobilisés à travers des appels à manifestation d'intérêt, nouvelle forme d'intervention d'Atout France ayant nécessité des délais de mise en œuvre. Contrairement aux années précédentes, Atout France ne bénéficie plus de produits des recettes visas.

En 2024, le montant disponible de 4 548 k€ issus de reports précédents a été consommé à hauteur de 2 796 k€, le GIE ayant fait le choix de consommer en priorité les crédits du plan Destination France pour mener ses actions de promotion, ce qui conduit à un report sur l'exercice 2025 de 1 752 k€.

À ces subventions s'ajoutent d'autres subventions spécifiques, consommées à hauteur de 447 k€ :

- ▶ 208 k€ provenant du ministère des Outre-mer ;
- ▶ 239 k€ provenant de l'Agence nationale de la cohésion des territoires [ANCT].

Le volume global des subventions consommées représente ainsi 36 316 k€, contre 38 125 k€ en 2023. Le report des subventions sur 2025 est de 12 313 k€, permettant à Atout France d'étaler l'ensemble des subventions reçues, et d'anticiper et lisser une baisse de crédits d'intervention en 2025.

Hors budget, Atout France a bénéficié, comme en 2021 et 2022, 2023 d'une atténuation de charge de 1 500 k€ appliquée par le ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique [DGE] lors du remboursement par Atout France de la masse salariale des agents de l'État mis à sa disposition à l'étranger.

Le chiffre d'affaires comptable, qui représente 28,53 M€ en 2024, connaît une légère diminution de 2,2% par rapport à 2023 [à 29,18 M€].

La progression des cotisations à 2.129 k€, soit +6,9% par rapport à 2023 [à 1.992 k€], témoigne du maintien de la confiance et de l'adhésion des membres du GIE.

La décomposition du chiffre d'affaires par nature des prestations facturées, outre la diminution de 0,7 M€ du total, fait apparaître une évolution des prestations facturées par rapport à 2023 :

- ▶ La hausse de la part du partenariat généré sur les opérations à destination des cibles BtoB [professionnels internationaux], représentant 50% du total.

- ▶ Une légère diminution de la part des opérations BtoC [38% du total des partenariats]. Cela peut s'expliquer notamment par le fait qu'une partie du partenariat est comptabilisé en extra-comptable, et que certaines opérations d'envergure ont fait l'objet d'un effet levier faible ou nul, du fait des contraintes liées en termes de communication [campagne JOP « *Open doors, open games* »] ou de la nature de l'investissement de l'autre [refonte du site internet France.fr].
- ▶ Les campagnes numériques et réseaux sociaux représentent 78% du partenariat relatif aux actions BtoC. Ceci est conforme aux orientations fixées.

| CHIFFRE D'AFFAIRES | 2024 | 2023 | Écart en € | Écart en % |
|--|-------------------|-------------------|------------------|-------------|
| Cotisations des membres du GIE | 2 129 193 | 1 991 646 | 137 547 | 7% |
| SOUS-TOTAL COTISATIONS GIE | 2 129 193 | 1 991 646 | 137 547 | 7% |
| Contributions aux pôles | - | 17 084 | 17 084 | -100% |
| Salons | 8 583 161 | 7 771 277 | 811 883 | 10% |
| Campagnes | 9 638 561 | 10 810 070 | 1 171 509 | -11% |
| Éditions | 340 199 | 402 490 | 62 291 | -15% |
| Conventions | 1 953 270 | 2 390 698 | 437 428 | -18% |
| événements presse | 2 457 086 | 2 450 630 | 6 456 | 0% |
| Diffusion | - | 4 860 | 4 860 | -100% |
| Prestations succursales | - | - | - | - |
| Refacturations diverses de promotion | 93 841 | 471 729 | 377 887 | -80% |
| SOUS-TOTAL PROMOTION | 23 066 118 | 24 318 838 | 1 252 720 | -5% |
| Prestations d'ingénierie* | 1 183 810 | 1 715 211 | 531 401 | -31% |
| Prestations FTO | 232 465 | 181 200 | 51 265 | 28% |
| Journées techniques | 127 133 | 120 905 | 6 228 | 5% |
| Ventes de publications & données | 1 604 394 | 641 882 | 962 512 | 150% |
| SOUS-TOTAL INGÉNIERIE-FORMATION | 3 147 802 | 2 659 197 | 488 604 | 18% |
| Immatriculation et classement | 186 415 | 210 995 | 24 580 | -12% |
| SOUS-TOTAL REGISTRES & CLASSEMENT | 186 415 | 210 995 | 24 580 | -12% |
| TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES | 28 529 527 | 29 180 676 | 626 568 | -2% |

*Prestations facturées

Par origine, le chiffre d'affaires comptable de 28.530 k€ provient pour :

- ▶ 2.129 k€ des cotisations des adhérents ;
- ▶ 23.066 k€ du partenariat lié à la promotion ;
- ▶ 3.148 k€ du partenariat lié à la direction Observation, qualité et développement durable de l'offre ;
- ▶ 186 k€ du registre et classement.

Les comptes 2024 font apparaître :

- ▶ Une diminution des charges d'exploitation de 3.374 k€, hors dotations aux amortissements et dotations aux provisions, pour atteindre 65.217 k€ justifiée principalement par une diminution des « autres charges et charges externes » de 3,4 M€, pour atteindre 43.389 k€ contre 46.749k€ en 2023 ;
- ▶ Une stabilité des salaires et charges sociales.

Les amortissements à 0,86 M€ sont en augmentation de 0,3M€ en raison notamment des investissements réalisés sur la plateforme France.fr et le site internet atout-France.fr, en revanche les dotations aux provisions sont en légère baisse pour atteindre à 0,5 M€ à la clôture de l'exercice.

Le résultat financier est en perte à -24 k€ principalement justifié par les différences négatives de change.

Le résultat exceptionnel est également en perte à - 31k€ justifié par des mises au rebut de matériels précédemment immobilisés et non encore entièrement amortis.



VII. BILAN

Les postes du bilan actif et passif font l'objet de notes séparées dans l'annexe relative aux comptes.

Un tableau sur les bilans des cinq derniers exercices est annexé au présent rapport.

VIII. ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES RÉSULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Le résultat est excédentaire de 141 K€.

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution du fonds de roulement en nombre de jours de chiffre d'affaires.

- ▶ Le fonds de roulement diminue très légèrement [-89k€] en raison de la hausse du poste trésorerie [+488k€] associé à un BFR négatif en augmentation [-575k€] [dégauchement de trésorerie].
- ▶ Le fonds de roulement exprimé en nombre de jours de chiffre d'affaires s'élève à 78 jours soit une augmentation de 2 jours entre 2024 et 2023.

| ÉVOLUTION DU FONDS DE ROULEMENT EN K€ | 2024 | 2023 | 2022 | 2021 | 2020 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| TOTAL DETTES | -32 379 | -36 762 | -37 861 | -30 929 | -25 437 |
| Écarts de conversion passif | -31 | -192 | -239 | -122 | -77 |
| Dettes comptes créditeurs banques | 8 | 8 | 7 | 6 | 5 |
| TOTAL PASSIF CIRCULANT [I] | -32 403 | -36 946 | -38 093 | -31 045 | -25 509 |
| TOTAL CRÉANCES | 12 242 | 17 521 | 18 269 | 12 036 | 13 323 |
| Charges constatées d'avance | 3 305 | 3 083 | 2 969 | 3 014 | 1 911 |
| Écarts de conversion actif | 27 | 88 | 157 | 117 | 34 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT [II] | 15 574 | 20 692 | 21 395 | 15 166 | 15 267 |
| Besoin en fonds de roulement [III=I+II] | -16 829 | -16 254 | -16 697 | -15 879 | -10 242 |
| Trésorerie actif | 30 772 | 30 284 | 33 071 | 28 270 | 22 359 |
| Trésorerie négative | -8 | -8 | -7 | -6 | -5 |
| TRÉSORERIE NETTE [IV] | 30 764 | 30 276 | 33 064 | 28 264 | 22 354 |
| FONDS DE ROULEMENT NET [=III + IV] | 13 935 | 14 022 | 16 367 | 12 385 | 12 112 |
| CHIFFRE D'AFFAIRES ANNUEL ET SUBVENTIONS | 64 845 | 67 307 | 70 885 | 56 173 | 49 974 |
| Fonds de roulement exprimé en nombre de jours | 78 | 76 | 84 | 80 | 88 |

IX. PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les méthodes d'évaluation comptable en vigueur sur l'exercice 2024 restent inchangées, conformément à la règle de permanence des méthodes.

X. AFFECTATION DU RÉSULTAT

Conformément aux statuts d'Atout France, qui stipulent la responsabilité unique de l'État, les sommes figurant en report à nouveau et en résultat sont destinées à l'engagement d'opérations sur les exercices futurs.

Le Conseil propose d'imputer le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 au poste « report à nouveau »

| POSTES DE CAPITAUX PROPRES | AVANT AFFECTATION | AFFECTATION | APRÈS AFFECTATION |
|-----------------------------------|-------------------|-------------|-------------------|
| Réserves | 5 952 296 | | 5 952 296 |
| Report à nouveau | 6 022 304 | 141 443 | 6 163 747 |
| Résultat | 141 443 | -141 443 | 0 |
| Subventions d'investissement | 1 365 581 | | 1 365 581 |
| TOTAL DES CAPITAUX PROPRES | 13 481 624 | | 13 481 624 |

XI. RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUÉS

En application des statuts et du règlement intérieur du GIE qui stipulent la responsabilité unique de l'État, les sommes figurant en réserves, en report à nouveau et en résultat ne sont pas disponibles pour les membres mais restent destinées à l'engagement d'opérations sur les exercices à venir.

XII. DÉPENSES SOMPTUAIRES

Il n'a pas été constaté de dépenses somptuaires sur le présent exercice.

XIII. OBSERVATIONS DU CSE [COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE]

Le texte des éventuelles observations présentées par le CSE, en application des dispositions de l'article L.2323-8 du code du travail, sera transmis à l'Assemblée Générale des membres du GIE.

XIV. AUTORISATION DE CAUTIONS, AVALS ET AUTRES GARANTIES

Il est de la compétence de la Directrice Générale de déposer tout cautionnement et de le retirer.

XV. INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT FOURNISSEURS ET CLIENTS

| POSTE FOURNISSEURS | ÉCHÉANCES | | | |
|--|------------------|------------------|----------------|------------------|
| | NON ÉCHUES | < À 60 JOURS | > À 60 JOURS | TOTAL |
| TOTAL DU POSTE FOURNISSEURS NET AU 31/12/2024 | 2 878 526 | 2 532 154 | 677 842 | 6 088 521 |



Le total du poste fournisseurs net en fin d'exercice diminue de 0,63 M€, par rapport à celui à fin 2023, du fait des factures non échues en diminution [-0,77 M€], des factures à moins de 60 jours également en diminution [-0,12 M€] et des factures à plus de 60 jours en augmentation [+ 0,26 M€]

| POSTE CLIENTS | ÉCHÉANCES | | | | |
|--|------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|
| | NON ÉCHUES | < À 60 JOURS | > À 60 JOURS | > À 90 JOURS | TOTAL |
| TOTAL DU POSTE FOURNISSEURS NET AU 31/12/22 | 4 507 653 | 1 073 543 | -68 760 | 331 230 | 5 843 665 |



Le total du poste clients net en fin d'exercice diminue de 0,35 M€, par rapport à celui à fin 2023, du fait des factures non échues en augmentation [+0,18 M€], des factures à moins de 60 jours en diminution [-0,09 M€], des factures à plus de 60 jours en diminution [-0,40M€] et des factures à plus de 90 jours en diminution [-0,04 M€].

XVI. ANNEXES

ANNEXE 1 | SITUATION DE L'ACTIF RÉALISABLE ET DISPONIBLE, ET DU PASSIF EXIGIBLE EN K€

| ACTIF RÉALISABLE ET DISPONIBLE | FIN 2024 | FIN 2023 | VARIATION EN K€ | VARIATION EN % |
|---|---------------|---------------|-----------------|----------------|
| Créances rattachées à des participations | - | - | - | - |
| Prêts | - | - | - | - |
| Autres immobilisations financières | - | - | - | - |
| Avances et acomptes versés sur opérations | 162 | 92 | 71 | 76,8% |
| Créances clients et comptes rattachés | 7 126 | 8 226 | -1 099 | -13,4% |
| Autres créances | 4 942 | 9 157 | -4 215 | -46,0% |
| Sous-total | 12 230 | 17 474 | -5 244 | -30,0% |
| Valeurs mobilières de placement | - | - | - | - |
| Disponibilités | 30 772 | 30 284 | 488 | 1,6% |
| TOTAL | 43 002 | 47 758 | -4 756 | -10,0% |

| PASSIF EXIGIBLE | FIN 2024 | FIN 2023 | VARIATION EN K€ | VARIATION EN % |
|---|---------------|---------------|-----------------|----------------|
| Dettes auprès des établissements de crédit | 5 | 6 | -1 | -10,6% |
| Emprunts et dettes financières divers | 2 | 2 | - | - |
| Avances et acomptes reçus sur opérations | 855 | 424 | 431 | 101,7% |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 9 316 | 10 531 | -1 215 | -11,5% |
| Dettes fiscales et sociales | 5 649 | 6 401 | -752 | -11,8% |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | - | - | - | - |
| Autres dettes | 8 888 | 584 | 8 304 | 1420,8% |
| TOTAL | 24 716 | 17 949 | 6 767 | 37,7% |



 **ATOOUT FRANCE**
ORGANISATION



CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GIE ATOUT FRANCE

JUIN 2025

Président du Conseil d'administration

■ **Christian MANTEI**

Directrice générale par Interim

■ **Rose-Marie ABEL**

Commissaire du gouvernement

■ **Christophe STROBEL**, ministre
de l'Économie, des Finances
et de l'Industrie

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

→ Représentants de l'État

■ **Joris DUMAZER**

Représentant du Ministre chargé
du Tourisme [ministère de l'Économie,
des Finances et de la Souveraineté
Industrielle et Numérique]

■ **Gilles-Henry GARAUULT**

Représentant du Ministre de l'Intérieur

■ **N.**

Représentant du Ministre de l'Europe
et des Affaires étrangères

■ **N.**

Représentant du Ministre
chargé de la Culture

■ **Karine DELAMARCHE**

Représentante du Ministre
des Outre-mer

■ **Françoise SIMON**

Représentante du Ministre
l'Agriculture, de la Souveraineté
alimentaire et de la Forêt

■ **Agnès REINER**

Représentante du Ministre
de la Transition écologique,
de l'Énergie, du Climat et
de la Prévention des risques

■ **Fabienne BOURDAIS**

représentante du Ministre des Sports,
de la Jeunesse et de la Vie associative

→ Personnalités qualifiées, personnes physiques ou dirigeants de personnes morales, nommées par le Ministre chargé du Tourisme

■ **Christian MANTEI**

■ **Alexandra BARRIER**

Secrétaire générale et conseillère
«handicap et inclusion» aux jeux
olympiques et paralympiques [DIJOP]

■ **Didier CHENET**

Président du GNI-HCR

■ **Steven DAINES**

Directeur des relations internationales
du Groupe Accor

■ **Anne DESCAMPS**

Ancienne Directrice de la communication
du Comité d'organisation des Jeux
Olympiques et Paralympiques Paris 2024

■ **Alain Di CRESCENZO**

Président de «CCI France»

■ **Valérie JEANCARD**

Présidente de Vinci Railways

■ **David LISNARD**

Maire de Cannes, Président de France
Congrès et Événements, président
de l'Association des maires de France

■ **Philippe PASCAL**

Président-directeur général
du Groupe Aéroports de Paris

■ **Guillaume POITRINAL**

Président de la Fondation du Patrimoine

■ **Anne RIGAIL**

Directrice générale d'Air France

■ **Anne RIGAIL**

Directrice générale d'Air France

■ **Camille RIVES**

Directrice des investissements du pôle
Tourisme, Loisirs et Culture - Groupe
Caisse des Dépôts

→ Représentants des Présidents des Conseils régionaux

■ **Patrick AYACHE**

Vice-président de la Région
Bourgogne-Franche-Comté

■ **Michel DURRIEU**

Conseiller régional de la Région
Nouvelle-Aquitaine

■ **Nathalie PORTE**

Vice-présidente de la Région Normandie

■ **Sheila RAMPATH**

Vice-présidente de la Région
Guadeloupe

→ Présidents de Destination Régions, Fédération Française des Organismes Régionaux de Tourisme, de Tourisme & Territoires et de Offices de Tourisme de France

■ **François de CANSON**

Président d'ADN Tourisme

■ **Christian MOURISARD**

Président délégué d'ADN Tourisme

■ **Stéphane VILLAIN**

Président délégué d'ADN Tourisme

→ Présidente de l'Union nationale des associations de tourisme et de plein air [UNAT]

■ **Michelle DEMESSINE**

→ Président des Entreprises du voyage

■ **Valérie BONED**

→ Président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie

■ **Thierry MARX**

→ Président de l'Association nationale des Élus des Territoires touristiques

■ **Philippe SUEUR**

→ Président de l'Association nationale des Maires des Stations de Montagne

■ **Jean-Luc BOCH**

→ Représentants des adhérents, élus par chacun des quatre collèges de l'Assemblée générale

■ **Kévin ARROUZET**

Responsable du développement
commercial – Groupe Expédia

■ **Laure CHAZEAU**

Directrice commerciale et marketing -
InterContinental Lyon - Hôtel Dieu

■ **Nicolas JABAUDUN**, Directeur,

Office de tourisme Médoc Atlantique

■ **Elsa RANDRIANARISOA**

Chargée des actions commerciales -
Théâtre antique d'Orange

ASSISTENT AVEC VOIX CONSULTATIVE

■ **Philippe FAURE**

Ancien président du conseil
d'administration d'Atout France

■ **Rose-Marie ABEL**

Directrice générale d'Atout France P.I.

■ **Vincent CASTELLA**

Secrétaire général, Contrôle général,
économique et financier

■ **Érik BOULOIS**

Commissaire aux comptes, KPMG

■ **Vanessa RENAUD**

Représentante du personnel

■ **Philippe ROUX**

Représentant du personnel

ORGANISATION GÉNÉRALE DU GIE EN FRANCE ET DANS LE MONDE

Président de l'Assemblée générale
Ministre chargé du tourisme

Président du Conseil d'administration
Christian MANTEI

JUIN 2025

DIRECTRICE GÉNÉRALE PAR INTÉRIM

Rose-Marie ABEL

ATOUT FRANCE AU SIÈGE

| | | | | | |
|---------------------|--|--|--|---|---|
| Secrétariat général | Direction Observation, Qualité et Développement Durable | Direction du Marketing et des Partenariats | Direction Communication et relations publiques | Direction des Ressources Humaines | Direction Audit interne Contrôle interne, et RSE |
| Rose-Marie ABEL | Philippe MAUD'HUI | Sophie MANDRILLON | Stéphanie CADET | Julie CHAMOURAT | N. |

BUREAUX À L'INTERNATIONAL

| RÉGION ALÉMANIQUE, EUROPE CENTRALE | RÉGION ANGLO SAXONNE, SCANDINAVIE | RÉGION BENELUX | RÉGION EXTRÊME-ORIENT | RÉGION LATINE | RÉGION ORIENT, ASIE, PACIFIQUE |
|---|--|--|---|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> Allemagne Pologne Suisse Autriche Europe centrale | <ul style="list-style-type: none"> États-Unis Canada Royaume-Uni & Irlande Scandinavie & Pays Baltes | <ul style="list-style-type: none"> Belgique Pays-Bas Luxembourg | <ul style="list-style-type: none"> Chine Japon Corée du Sud Taiwan Asie du Sud-Est | <ul style="list-style-type: none"> Espagne & Portugal Italie & Grèce Mexique Brésil Amérique du Sud | <ul style="list-style-type: none"> Émirats arabes Unis Proche & Moyen-Orient Israël Afrique du Sud Australie Inde |
| Directeur régional Frédéric MEYER | Directeur régional Frédéric MAZENQ | Directrice régionale Fabienne JAVAUULT | Directrice régionale Anne-Laure TUNCER | Directeur régional Emmanuel Marcinkowski | Directrice régionale Dominique Maulin |

#ActivateurDeTourismes

